

LE NORD CANADIEN

LA REPRISE DU PROGRAMME DE ROUTES
D'ACCÈS AUX RESSOURCES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Depuis un an et demi, le premier ministre m'a informé à plusieurs reprises que le cabinet étudiait la possibilité de rétablir le programme des routes d'accès aux ressources. Le premier ministre peut-il maintenant nous dire si cette question importante est toujours à l'étude et à quel moment on pourra en venir à une décision?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure de faire une déclaration à ce sujet aujourd'hui, mais j'étudierai la question immédiatement.

M. E. Nasserden (Rosithern): J'ai une question complémentaire à poser au premier ministre. Peut-il nous dire si le premier ministre de la Saskatchewan lui a signalé la nécessité de remettre en vigueur le programme des routes d'accès aux ressources?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que ce soit le genre de question que l'on puisse poser en ce moment. S'il n'y a pas urgence, le député pourra inscrire sa question au *Feuilleton*.

L'AGRICULTURE

L'ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES—LES RAPPORTS DES INSPECTEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. D. McLelland (Rosetown-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Agriculture s'il peut assurer à la Chambre et aux nombreux cultivateurs intéressés de l'Ouest canadien que les inspecteurs de l'Assistance à l'agriculture des Prairies seront avertis de soumettre aussitôt que possible leurs rapports sur les différentes mauvaises récoltes subies dans nombre de régions de sorte que les cultivateurs reçoivent leur assistance bientôt.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je puis assurer à l'honorable député qu'un très grand nombre d'inspecteurs ont été nommés cette année. . .

Une voix: Tous des libéraux?

L'hon. M. Greene: . . .qu'ils ont commencé à travailler et que beaucoup d'entre eux sont des survivants des années 1957 à 1963.

[M. Grafftey.]

L'ADMINISTRATION DE LA
JUSTICEHAL BANKS—L'APPORT DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL AUX POURSUITES
D'EXTRADITION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au premier ministre. Quelles initiatives prend le gouvernement pour prêter son concours, comme il l'avait promis, à des poursuites visant à extraditer Hal Banks?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, c'est une question qui relève de la compétence de la province d'Ontario et, dans ce cas, sauf erreur, la province demande l'extradition.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain si cette question est complémentaire ou si on doit la considérer comme une répétition de la question précédente, car j'ai demandé au premier ministre que fait le gouvernement au sujet de sa promesse de concours si des mesures d'extradition étaient prises contre Hal Banks?

Le très hon. M. Pearson: Nous serons fort heureux de prêter notre concours à la province dans cette affaire, de façon appropriée.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a dit qu'il sera fort heureux de prêter son concours. Quelle aide accorde-t-il au gouvernement provincial, car le retour de Hal Banks importe sans doute au gouvernement afin de lui faire purger sa peine au pénitencier?

Le très hon. M. Pearson: J'ignore si on a sollicité un concours quelconque.

M. MacInnis: Comme le premier ministre et le gouvernement sont portés à laisser les autorités de l'Ontario régler la question, le premier ministre relèverait-il les propos de l'avocat de M. Banks à New York; d'après lui, on cherche à sauver la face dans l'intérêt des Canadiens et du parlement de notre pays.

LA RADIODIFFUSION

CONVOCATION PROCHAINE DU COMITÉ
PERMANENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je me proposais de poser cette question au secrétaire d'État. En ce